

Cogestion et autogestion

J. H.

Volume 36, numéro 4, 1969

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1103650ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1103650ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

H., J. (1969). Cogestion et autogestion. *Assurances*, 36(4), 289–293.
<https://doi.org/10.7202/1103650ar>

Cogestion et autogestion

par

J. H.

289

Nous avons indiqué dans un numéro précédent une documentation sur la participation de l'employé à la direction de l'entreprise.¹ Nous versons au dossier, cette fois, un ouvrage intitulé "Cogestion et participation dans les entreprises du Marché commun".² La question de la cogestion est, de plus en plus, à l'ordre du jour dans tous les domaines aussi bien en Europe qu'en Amérique. Aussi est-il intéressant de suivre, dans le livre de M. Garcin, ce qui s'est fait jusqu'ici à ce sujet dans les principaux pays d'Europe et, en particulier, dans ceux du Marché commun.

Depuis les événements de mai-juin à Paris, le désir de prendre part à la gestion des entreprises et à ses fruits a gagné énormément de terrain, même si la situation reste vague, en France en particulier. On a dit dans notre revue où la question en était au Canada, dans un article paru en octobre 1968.³ M. Garcin nous permet d'établir la comparaison avec ce qui se fait dans le Marché commun. Il y a là une occasion extrêmement intéressante de voir la machine en marche et ses résultats principaux. Même si ceux-ci ont été décevants en France et, à un moindre degré en Allemagne, il faut tenir compte de l'évolution du phénomène à l'étranger. En France, en effet, la participation n'a pas empêché les grèves dans les entreprises nationalisées, non plus que dans certaines sociétés privées. Par contre, dans d'autres, elle a évité l'occu-

¹ "Assurances": Cogestion, autogestion et participation de l'employé. Octobre 1968.

² "Cogestion et participation dans les entreprises du Marché commun", par William Garcin. Aux Editions Jupiter, 21 rue du Mont-Thabor, Paris.

³ La participation du personnel à la gestion de l'entreprise, G. Parizeau. Dans la revue "Assurances".

pation, même aux moments les plus graves des événements de mai-juin. Peut-être le phénomène contraire s'est-il produit là où on accordait aux relations d'employés et dirigeants le plus d'importance et le plus de sérieux, là aussi où on rémunérait le mieux le personnel et là, enfin, où on le tenait au courant des affaires de l'entreprise.

290 Autant il nous paraît que l'on doit éviter la main mise du personnel sur l'entreprise (ce qui est l'autogestion), autant il faut se rapprocher de lui en le traitant non comme un dirigé, qui n'a rien à dire, mais comme un participant à l'œuvre commune. La difficulté, c'est de savoir jusqu'où on peut ou on doit aller. D'un autre côté, il est important d'y aller soi-même, sans attendre d'y être forcé par le gouvernement ou par les syndicats.

Au Canada, comme en France, comme dans le monde entier, la participation tend à pénétrer dans les Universités. Récemment, on l'a demandée ou on a cherché à l'imposer un peu partout.¹ À Montréal, à certains endroits, les étudiants ont mis les professeurs à la porte et ils se sont installés dans les Écoles ou certains bâtiments universitaires, en refusant tout sauf l'autogestion. Le résultat a été navrant au double point de vue administratif et pédagogique. C'est un mal nécessaire, affirme-t-on. Autrement, rien ne bougerait. Il n'est pas tellement sûr que ce soit la bonne manière. Quoi qu'on en pense, il faut cependant conclure à la nécessité de certaines réformes, de certaines attitudes nouvelles.

Dans notre milieu, les exigences des étudiants peuvent se résumer ainsi:

- a) tout le monde doit avoir accès à l'Université;

¹ Fait assez curieux, partout, les méthodes, les exigences et l'imprécision des esprits sont les mêmes. A tel point qu'on peut supposer une orchestration, toujours la même, et des méthodes d'action qui paraissent toujours venir d'une même source et qui semblent avoir une même inspiration. Le mouvement est soutenu, voulu et dirigé. Mais par qui ?

b) l'enseignement doit se rapprocher de la vie et les professeurs doivent établir un contact constant avec l'étudiant. Pour cela, il faut remplacer le cours doctoral par un enseignement serrant les faits de près et donnant à l'étudiant l'occasion de discuter constamment son adaptation aux besoins du jour;

c) les examens ne rendent pas justice à l'étudiant parce qu'ils le mettent dans un état de nerfs qui l'empêche de donner sa mesure;

291

d) l'étudiant doit contribuer à orienter l'enseignement suivant les besoins et le moment.

Que l'enseignement secondaire et universitaire doive être modifié sous certains aspects, qu'il doive être étudié périodiquement, qu'il y ait pour cela des colloques réunissant professeurs et élèves, que les étudiants puissent faire valoir leurs arguments auprès des autorités compétentes, tout le monde est d'accord. Mais là où personnellement nous ne le sommes pas, c'est:

1° — que tout doive être remis en question constamment et par des gens qui n'y connaissent rien;

2° — que l'on veuille tout corriger du jour au lendemain, suivant les désirs d'une minorité ignorant presque tout de tout. Il faut qu'il y ait une autorité éveillée, intelligente et qui dirige. Il faut aussi qu'elle évite d'imposer ses décisions brutalement. Elle doit avoir recours à la force, cependant, quand les contestataires vont trop loin. On ne peut admettre que des étudiants s'installent dans les locaux, mettent la direction et les professeurs à la porte et prennent les choses en main. Ce sont les plus intelligents et les plus intéressants qui agissent ainsi, note bien curieusement un conférencier de l'American Management Association.¹

¹ "The Younger Generation — What are they angry about", by Jack H. Vaughn. Page 8 et suivantes dans "Personnel, the management of people at work." A.M.A. New York.

“Les Universités bougent lentement et elles refusent de se plier à nos besoins, affirme-t-il. Ainsi, pour le *Peace Corps*, nous avons eu besoin de personnel formé rapidement. Nous avons demandé qu'en treize semaines on lui enseigne la langue et la civilisation des pays où nous voulions l'envoyer. Les Universités s'y sont refusé. Nous avons dû le faire nous-mêmes. C'est un exemple de l'inadaptation des Universités à leur rôle dans une société qui évolue”, affirme M. Vaughn. Il serait très curieux de voir ce qu'on a pu faire en treize semaines pour former des gens à la langue et à la civilisation d'un pays. À moins d'avoir affaire à des sujets extrêmement brillants, le résultat devrait être assez piteux. Il expliquerait peut-être qu'on ait pu écrire “*The Ugly American*”.

On reste pantois devant des raisonnements pareils. L'Université n'est pas faite pour donner un enseignement accéléré. Elle n'est pas une école commerciale de langues modernes. Elle n'est pas là pour donner des notions élémentaires enfoncées à coup de maillet dans le crâne des étudiants. Bien conçu, son rôle est différent. C'est pourquoi on doit, tout en lui demandant d'évoluer, ne pas s'imaginer qu'elle peut accueillir tout le monde et fabriquer des diplômés en grande série. Elle doit exiger un certain quotient intellectuel et imposer des normes d'enseignement. C'est cela qu'on ne veut pas comprendre dans certains milieux. C'est pour cela, par exemple, que les C.E.G.E.P. ont fait la grève. En les créant, on croyait que, dans notre province, on pourrait orienter le plus grand nombre des étudiants vers la technique. À cause de la lamentable orientation des esprits vers les professions libérales, c'est vers celles-ci que se dirigent la plupart des étudiants des classes supérieures. Ils craignent que l'Université ne puisse les accueillir tous. Et c'est contre cela qu'il sont prêts à manifester et à se battre. Il nous faut aussi des situations à la sortie, disent-ils. Ils ont raison, mais ce serait

à eux de comprendre que s'ils n'évoluent pas, ils vont s'orienter vers des carrières de plus en plus encombrées en contribuant à augmenter le chômage, au lieu de régler la question de leur emploi. Le problème est grave. Il ne peut être résolu que par des initiatives prises par les gens en place, avec le courage nécessaire et en s'opposant sans équivoque à des violences comme celles que l'on a constatées depuis le début de l'année scolaire.

Nous savons qu'en parlant ainsi, nous nous exposons à passer pour un indécrottable bourgeois ou pour un réactionnaire irrécupérable, mais il faut comprendre que si les problèmes doivent être résolus rapidement, ils ne peuvent l'être sans garder un contact suffisant avec la réalité. Si l'une des questions les plus importantes est l'adaptation de l'Université à la situation nouvelle, l'évolution ne doit être ni trop violente ni trop hâtive, ni inspirée par les seuls désirs d'une jeunesse inquiète, bouleversée et prête à tout affirmer.

293

Un des faits les plus importants, c'est l'accession libre de la jeunesse aux études supérieures. Qu'au lieu d'un relativement petit nombre, on se trouve devant un très grand nombre de diplômés, il y a lieu de se réjouir, car ainsi on aura la matière d'un essor considérable si les sujets sont bien formés. Mais de grâce qu'on cherche à les orienter surtout vers les carrières de la technique et de l'économie. Si d'elle-même la jeunesse pouvait comprendre que l'on a un très grand besoin de professeurs, d'écrivains, d'artistes, d'anthropologues et de sociologues, mais que c'est au niveau des carrières administratives, de la production industrielle, du commerce et de la finance que l'urgence est la plus grande.